

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27-30 octobre 2008

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

**Point 9 de l'ordre du
jour**

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/9-B/2
16 septembre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA SESSION ANNUELLE ET LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2008 – ÉTHIOPIE 10665.0

Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire

Le 29 août 2008, l'augmentation budgétaire a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 378 642 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 303 856 040 dollars. L'approbation a été obtenue le 5 septembre 2008.

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. Cette révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10665.0 "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire" s'élève à 185 912 724 dollars É.-U. et a pour but de couvrir une importante augmentation des besoins en 2008. Ce chiffre inclut l'ajout d'un nouvel aliment thérapeutique solide prêt à l'emploi (aussi appelé pâte alimentaire enrichie)¹ pour la supplémentation alimentaire ciblée. Les autres catégories de coûts en augmentation sont les suivants:

- les coûts du transport externe, à hauteur de 22 196 485 dollars, en raison de l'augmentation des quantités de produits alimentaires importés;
- les coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM), qui sont passés de 164,00 à 180,36 dollars par tonne pour couvrir la hausse des coûts de transport résultant d'une élévation du prix des carburants et d'un accroissement de la demande pour une capacité de transport limitée;
- les coûts d'appui directs (CAD), qui ont augmenté de 5 335 540 dollars; et
- les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) en hausse de 2 240 988 dollars.

L'augmentation des CAD et des Autres COD s'explique par l'élargissement de l'intervention de secours.

2. L'augmentation des besoins de secours découle de l'urgence liée à la sécheresse qui se répand rapidement dans toute l'Éthiopie. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë a augmenté dans des proportions considérables depuis janvier. Comparé au nombre prévu de 853 000 bénéficiaires, on comptait en juin 4,6 millions de personnes nécessitant une assistance alimentaire d'urgence jusqu'en novembre.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION

Résumé des activités déjà en cours

3. L'IPSR 10665.0 s'inscrit dans le Plan gouvernemental de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté en contribuant à combattre l'insécurité alimentaire aiguë. Les principaux objectifs² de l'IPSR sont les suivants: i) stabiliser ou réduire la malnutrition aiguë parmi les populations soudainement touchées par une insécurité alimentaire aiguë suite à des catastrophes naturelles ou des conflits (Objectif stratégique 1); ii) renforcer l'aptitude des bénéficiaires du Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP)³ à gérer les crises et à investir dans des activités consolidant leur capacité de résistance (Objectif stratégique 2); iii) rétablir la santé des enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë modérée ainsi que des

¹ Le PAM n'utilisait pas d'aliment thérapeutique solide prêt à l'emploi jusqu'ici; ce produit est importé et ajouté à l'assortiment alimentaire du projet à titre expérimental.

² Objectifs stratégiques du PAM concernés: 1) Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2) Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; et 4) Réduire la faim chronique et la dénutrition.

³ Le programme multidonateurs PPSAP couvre 7,5 millions de bénéficiaires à long terme de l'aide alimentaire d'urgence. Les ménages reçoivent généralement une assistance (principalement sous forme de transferts monétaires) six mois par an pendant au moins trois ans.



femmes enceintes et des mères allaitantes qui ont été identifiés dans le cadre de la Stratégie d'action locale renforcée dans les districts exposés à l'insécurité alimentaire (Objectif stratégique 1); et iv) améliorer l'état nutritionnel et la qualité de vie des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant avec le VIH/sida, au moyen de soins à domicile, d'une thérapie antirétrovirale et de la prévention de la transmission mère-enfant du virus (Objectif stratégique 4).

4. Les quatre volets de l'IPSR, l'assistance alimentaire apportée et le nombre de bénéficiaires concernés sont les suivants:
 - **Secours prolongés (1):** distribution générale de secours alimentaires et, chaque fois que cela est possible, organisation d'activités Vivres contre travail (VCT) en faveur des communautés exposées à l'insécurité alimentaire et touchées par de graves et imprévisibles pénuries de vivres (853 000 bénéficiaires par an en moyenne);
 - **Secours prolongés (2):** Stratégie d'action locale renforcée⁴ au moyen d'un programme ciblé de supplémentation alimentaire axé sur les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition et sur les femmes enceintes et les mères allaitantes (737 000 personnes par an en moyenne);
 - **Redressement (1):** Programme PPSAP dans les districts où sévit une insécurité alimentaire grave chronique et prévisible; activités VCT destinées à créer des avoirs communautaires, menées par des bénéficiaires aptes au travail, avec distributions gratuites à ceux qui sont dans l'incapacité de participer (2,4 millions de personnes par an en moyenne);
 - **Redressement (2):** soutien aux ménages, aux femmes et aux enfants infectés et affectés par le VIH/sida dans les zones urbaines (164 000 personnes par an en moyenne).
5. Comme il est indiqué dans le descriptif original de l'IPSR, le système d'alerte rapide du Gouvernement et les évaluations saisonnières interorganisations déterminent les populations vulnérables touchées par une catastrophe. L'IPSR estime la moyenne annuelle des besoins de secours alimentaires à partir des tendances qui se dégagent des cinq dernières années en matière de vulnérabilité, considérant que les besoins d'urgence relativement peu importants qui apparaissent dans les zones couvertes par le PPSAP peuvent être satisfaits en utilisant les ressources pour imprévus de ce programme. Les prévisions pour les activités de secours et le PPSAP ne comprennent pas de provisions pour une catastrophe naturelle à l'échelle de la situation d'urgence engendrée par la sécheresse actuelle. Les besoins annuels du programme ciblé de supplémentation alimentaire sont calculés à partir des tendances qui se dégagent des résultats du dépistage de la malnutrition aiguë réalisées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et par le Ministère de la santé dans le cadre de la Stratégie d'action locale renforcée. Le descriptif soulignait qu'en cas de crise de grande ampleur requérant des ressources supplémentaires, les mécanismes de financement pour imprévus du PAM seraient mis à contribution et le budget, révisé.

⁴ Cette stratégie est un programme conjoint à l'appui de l'initiative gouvernementale destinée à favoriser la survie des enfants.



Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

6. En février 2008, la situation de la sécurité alimentaire en Éthiopie a commencé à se détériorer rapidement. La sécheresse s'est ajoutée à l'onde de choc transmise par l'économie mondiale suite à l'envolée des prix des produits alimentaires et des carburants. Ce double choc a frappé plus durement le sud de l'Éthiopie, touchant les plaines de tradition pastorale et la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (connue sous son sigle anglais SNNPR), qui dépend de la culture des plantes-racines. La disponibilité des produits alimentaires sur les marchés a rapidement décliné, obligeant les populations à recourir à des mécanismes de survie extrêmes tels que la réduction drastique de leur consommation alimentaire, l'utilisation de plantes vivrières sauvages, la vente de leurs avoirs, la déscolarisation des enfants et la migration.
7. On a constaté une augmentation régulière des taux de malnutrition dans toutes les régions du pays touchées par la sécheresse. Les tendances enregistrées montrent que la situation empire rapidement, de même que la mortalité dans les régions du sud. En février, les enquêtes nutritionnelles faisaient apparaître des taux moyens de malnutrition globale aiguë de 10 pour cent et des taux de malnutrition aiguë grave inférieurs à 1 pour cent. Deux mois plus tard (enquêtes d'avril), les taux de malnutrition globale aiguë étaient montés à 12,4 pour cent et les taux de malnutrition aiguë grave, à 3,2 pour cent (enquête menée par Samaritan's Purse dans le district de Kindo Koysa, région de Wolayta). Le Gouvernement et l'UNICEF estiment que 75 000 enfants au moins auront besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë grave, d'après les enquêtes nutritionnelles menées ces derniers mois.
8. La situation est particulièrement préoccupante si l'on tient compte du manque de moyens des autorités locales pour traiter les enfants souffrant de malnutrition grave. L'UNICEF et le PAM sont intervenus conjointement auprès des donateurs pour les prier instamment de fournir les ressources nécessaires aux activités de secours et de supplémentation alimentaire ciblée et de permettre ainsi que la malnutrition aiguë soit traitée avant qu'elle n'atteigne les stades les plus graves. Toutefois, la disponibilité sur le marché des aliments composés est faible, aussi bien localement qu'internationalement. Les efforts pour augmenter la capacité locale de production sont limités par les coupures de courant continues et par l'augmentation constante des prix des matières premières.
9. En avril, le PAM s'est déclaré préoccupé par le fait que le document initial d'évaluation des besoins humanitaires pour 2008 sous-estimait le nombre de personnes nécessitant une assistance. En mai, inquiet de l'aggravation de la situation liée à la sécheresse et du manque croissant de disponibilités alimentaires dans le pays, le Gouvernement a demandé à un groupe de travail réunissant l'Office gouvernemental de prévention des catastrophes et de planification préalable ("l'Office de prévention"), CARE Éthiopie, le PAM, le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWSNET) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de réexaminer les informations d'évaluation disponibles⁵ et de procéder à une nouvelle estimation des besoins de secours alimentaires.
10. En étudiant de nouveau les informations d'évaluation, le groupe de travail a déterminé les populations à secourir en prenant en compte les zones dans lesquelles:
 - les précipitations de février et mars ont été faibles, ce qui a réduit de façon notable l'eau et les pâturages disponibles et entraîné la mort d'une partie du bétail;

⁵ Évaluation collective de la principale saison des pluies (*Meher*), rapports par zone; évaluations de vérification à partir des zones touchées par la sécheresse dans les régions SNNPR, Oromiya, Amhara et Tigra, évaluation de la région Somali, réalisée conjointement par les Nations Unies et le Gouvernement, bulletins de l'Agence météorologique nationale.



- il est à craindre que la campagne des cultures secondaires⁶ de 2008 ne soit mauvaise;
 - le revenu généré par la main-d'œuvre agricole et d'autres sources est en net déclin;
 - les cas de malnutrition aiguë augmentent, principalement dans les régions SNNPR et Oromiya; et
 - l'augmentation forte et croissante des prix des produits alimentaires touchant l'ensemble du pays devient alarmante: tous les prix des céréales sont maintenant supérieurs à la parité d'importation; en juin, dans les régions SNNPR et Oromiya, les prix du maïs avaient progressé de 150 à 220 pour cent par rapport à janvier; et les rapports de terrain font état de disponibilités alimentaires limitées sur les marchés de ces régions.
11. Le 12 juin, s'appuyant sur les recommandations du groupe de travail et sur d'autres consultations, l'Office de prévention a publié un document révisé des besoins pour 2008, qui portait à 4,6 millions le nombre de personnes ayant besoin de secours entre juin et novembre 2008. Ce chiffre vient s'ajouter à l'assistance fournie dans le cadre du PPSAP. Le PAM et ses partenaires poursuivent l'analyse des données et la préparation de prévisions et de plans d'urgence pour faire face à une possible aggravation de la situation.
12. L'évaluation menée dans les zones affectées par la sécheresse a révélé que 5,7 millions de bénéficiaires du PPSAP vivent dans ces zones et ont besoin que le PAM prolonge son assistance. Environ 3,6 millions d'entre eux obtiendront une assistance alimentaire pendant un à trois mois supplémentaires par rapport au plan annuel du PPSAP, tandis que les autres bénéficieront de transferts monétaires pendant deux mois de plus. Le PAM prévoit de couvrir les nouveaux besoins alimentaires de 2,4 millions de ces personnes. Le Gouvernement n'a pas émis d'appel pour cette prolongation de l'assistance alimentaire, car les donateurs du PPSAP travaillent avec les pouvoirs publics afin de garantir que des ressources adéquates seront disponibles pour faire face à cette assistance étendue. On ne prévoit pas d'augmentation du nombre annuel de bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire, dans la mesure où celui-ci souffre déjà d'une grave pénurie de ressources; pourtant, des moyens supplémentaires permettraient d'élargir le programme à d'autres zones prioritaires.
13. L'évaluation de la sécheresse et la lutte contre ses répercussions se limitent aux zones rurales. Bien que les zones urbaines pâtissent également de la sécheresse en raison de la hausse des prix alimentaires, le nombre de personnes infectées et affectées par le VIH n'a pas augmenté de façon significative. Le PAM conduit actuellement une évaluation de la vulnérabilité en milieu urbain afin d'éclairer les décisions et les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre l'insécurité alimentaire qui frappe les villes en raison de la hausse des prix des denrées. Jusque-là, la malnutrition n'a pas atteint un niveau critique pour la survie des populations des principales villes du pays.

Finalité de l'augmentation budgétaire

14. Cette révision budgétaire renforce les activités de secours de l'IPSR en réponse à la sécheresse de grande ampleur qui frappe l'Éthiopie cette année. Compte tenu des disponibilités limitées sur le marché d'aliments composés, la révision comprend l'introduction d'un nouveau produit dans le programme ciblé de supplémentation alimentaire afin de porter assistance à certains bénéficiaires sur une durée de trois mois.

⁶ Connue sous le nom de *belg*.



15. Les objectifs et la stratégie de mise en œuvre de l'augmentation budgétaire sont identiques à ceux décrits dans les activités de secours et de supplémentation alimentaire ciblée de l'IPSR 10665.0. Le principal objectif est d'apporter une assistance alimentaire d'urgence afin de stabiliser, voire de réduire, la malnutrition aiguë parmi les populations touchées par la sécheresse et/ou un conflit.
16. Les secours apportés par le PAM seront distribués dans le cadre du programme national de secours de l'Office de prévention. Ce dernier, en collaboration avec les autorités régionales, alloue les produits alimentaires sur une base mensuelle. Quelque 35 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires des activités secours (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes ou mères allaitantes et personnes malades ou âgées) recevront des rations générales supplémentaires enrichies. L'Office de prévention est responsable de l'allocation et de la distribution des produits alimentaires fournis par le PAM ainsi que de l'établissement des rapports sur l'utilisation de ceux-ci.
17. Dans le but d'améliorer le suivi et l'appui des contreparties gouvernementales, le PAM envisage d'établir des bureaux de terrain mobiles dans les régions SNNPR et Oromiya ainsi que des plates-formes logistiques supplémentaires plus proches des populations touchées de la région SNNPR.
18. Cette révision budgétaire propose d'inclure un nouvel aliment de supplémentation prêt à l'emploi à l'intention des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée. Ce produit sera fourni à 40 000 enfants pendant une durée maximale de trois mois dans certaines zones des SNNPR et/ou d'Oromiya où le programme ciblé de supplémentation alimentaire n'est pas encore mis en œuvre en raison d'un manque de financement⁷. La pâte alimentaire enrichie sera transportée par voie aérienne pour garantir sa disponibilité immédiate. Il est essentiel que l'utilisation de ce nouveau produit alimentaire soit encadrée et suivie par le personnel technique approprié. En coopération avec les nutritionnistes du PAM et l'UNICEF, le bureau de pays met actuellement la dernière main à une proposition détaillée sur les modes d'utilisation de cet aliment dans les zones sélectionnées.
19. Compte tenu de la forte augmentation des besoins, le bureau de pays intensifiera ses efforts de mobilisation des ressources afin de se procurer le financement nécessaire.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ			
Activités	Actuels	Augmentation	Total révisé
Secours	853 000	3 764 301	4 617 301
Supplémentation alimentaire ciblée	737 000	–	737 000
PPSAP	2 390 000	–	2 390 000
VIH/sida	155 000	–	155 000
Total	3 796 000	3 764 301	7 560 281*

* Ce total ne correspond pas à la somme des chiffres du tableau car bon nombre des bénéficiaires d'une supplémentation alimentaire reçoivent également des secours ou une assistance dans le cadre du PPSAP. Le nombre de bénéficiaires du programme ciblé de supplémentation alimentaire est ici réduit de 46 pour cent (soit 339 020) pour éviter un double comptage. Les 40 000 enfants ciblés pour la distribution de l'aliment thérapeutique prêt à l'emploi font partie du nombre prévu de bénéficiaires d'une supplémentation alimentaire ciblée pour 2008 et ne sont pas comptés deux fois.

⁷ En mars 2008, en raison des déficits de financement, le programme ciblé de supplémentation alimentaire a été réduit pour couvrir 163 *woredas* (districts) au lieu des 342 initialement prévus.



BESOINS ALIMENTAIRES

20. Pour 2008, l'augmentation totale des besoins de secours à l'échelon national s'élève à 591 333 tonnes. Le PAM prévoit d'en couvrir 80 pour cent, avec 473 066 tonnes de vivres, répondant ainsi aux besoins de secours immédiats jusqu'en octobre, date à laquelle les achats gouvernementaux et les ressources des organisations non gouvernementales (ONG) seront disponibles pour satisfaire les 20 pour cent restants. En outre, 332 tonnes de la nouvelle pâte alimentaire enrichie seront nécessaires pour satisfaire les besoins du groupe cible pendant trois mois (voir tableau 2).

TABLEAU 2: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ (en tonnes)			
Activités	Actuels	Augmentation	Révisés
Secours	94 756	378 310	473 066
Supplémentation alimentaire ciblée (nouvelle pâte alimentaire enrichie)	0	332	332
Total	94 756	378 642	473 398

21. La ration générale de secours est la même que celle décrite dans l'IPSR 10665.0 et se compose de céréales, de légumes secs et d'huile végétale, apportant 1 992 kcal/jour. En outre, 35 pour cent des bénéficiaires recevront des aliments enrichis fournissant un complément de 570 kcal/jour. Le tableau 3 indique la composition des rations de secours. La ration conseillée du nouvel aliment enrichi est de 92 g/jour/enfant, soit un apport de 500 kcal.

TABLEAU 3: COMPOSITION DE LA RATION GÉNÉRALE DE SECOURS (en kg/personne/mois)			
Céréales	Légumes secs	Huile végétale	Aliment enrichi (pour 35 % des bénéficiaires)
15	1,5	0,45	4,5

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	305 797	416,35	127 319 112
– Légumes secs	30 709	661,95	20 327 947
– Huile végétale	9 619	1 699,00	16 342 709
– Aliment composé, y compris la nouvelle pâte alimentaire enrichie	32 517	674,20	21 922 956
Total produits alimentaires	378 642		185 912 724
Transport extérieur (incluant 750 000 dollars de transport aérien)			22 196 485
Transport terrestre			25 717 303
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			42 574 568
Coût total du transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			68 291 871
Autres coûts opérationnels directs			2 240 988
A. Total coûts opérationnels directs			278 642 068
B. Coûts d'appui directs (CAD)² (voir annexe I-B)			5 335 540
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7 pour cent)³			19 878 433
COÛT TOTAL POUR LE PAM			303 856 040

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif, utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	2 272 350
Personnel temporaire	805 777
Consultants internationaux	140 000
Voyages officiels du personnel	450 800
Total partiel	3 668 927
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	33 480
Charges (électricité, etc.)	43 429
Fournitures de bureau	68 099
Technologies de l'information et des communications	143 618
Assurances	46 364
Réparation et entretien du matériel	69 359
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	271 734
Autres dépenses de bureau	123 062
Prestations des organisations des Nations Unies	90 081
Total partiel	889 226
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	140 700
Véhicules	462 187
Équipement (télécommunications et informatique)	174 500
Total partiel	777 387
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	5 335 540

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
SNNPR	Région des nations, nationalités et peuples du Sud (<i>Southern Nations, Nationalities and Peoples Region</i>)
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail